

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Unité inter-départementale Gard-Lozère
89, rue Weber
CS 52 002 Cedex 02
30907 Nîmes

Nîmes, le 05/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/05/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CN'AIR

2 rue André Bonin
69004 Lyon

Références : -
Code AIOT : 0006605497

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/05/2024 dans l'établissement CN'AIR implanté Site industriel et portuaire 30300 Beaucaire. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Suite à la chute de pale du 11 février 2024 et dans le cadre du changement de pale de l'éolienne n°5, les services de l'inspection se sont rendu sur place afin d'assister aux travaux de réparation, à la mise en sécurité de la pale défectueuse et pour faire le point avec l'exploitant sur les documents à transmettre afin de lever l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2024-007-DREAL du 16 février 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CN'AIR
- Site industriel et portuaire 30300 Beaucaire
- Code AIOT : 0006605497
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La mise en service de ces cinq éoliennes date du 9 novembre 2006. Un permis de construire a été délivré le 28 février 2005.

Un récépissé de la préfecture du Gard n°12-104 N du 13 août 2012 acte le bénéfice de l'antériorité au titre des droits acquis pour le classement du parc éolien à autorisation au titre de la rubrique 2930 des ICPE.

L'arrêté préfectoral complémentaire du 15 janvier 2016 impose à la CN'AIR des garanties financières.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Mesures immédiates conservatoires	AP de Mesures d'Urgence du 16/02/2024, article 3	Sans objet
2	Rapport d'accident	AP de Mesures d'Urgence du 16/02/2024, article 4.1	Sans objet
3	Gestion post-accidentelle	AP de Mesures d'Urgence du 30/05/2024, article 4.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à l'incident du 11 février 2024, l'exploitant transmet à chaque étape les documents demandés par l'arrêté préfectoral de mesures d'urgence n°2024-007-DREAL.

Dans ces conditions l'exploitant a été autorisé à remettre en service l'éolienne n°3 le 23 avril 2024. Pour l'éolienne n°5, les travaux se sont déroulés le jour de l'inspection. Pour sa demande de remise en service, l'exploitant transmettra également aux services de l'inspection tous les documents demandés permettant de justifier que l'éolienne n°5 est opérationnelle.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Mesures immédiates conservatoires

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 16/02/2024, article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Mesures immédiates conservatoires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Hormis les actions nécessaires à la mise en sécurité et au nettoyage du site, les éoliennes 8257 et 8259 dites n°3 et 5 sont mises à l'arrêt jusqu'à réparation de leurs pâles qui présentent un niveau de criticité ne permettant pas de garantir leur intégrité et justifications que l'exploitation peut reprendre en sécurité.</p> <p>Des notification du présent arrêté l'exploitant procède aux mesures suivantes :</p> <p>mise en sécurité des installations, interdiction d'accès, etc ;</p> <p>mise en place sur le site en dehors des heures ouvrées d'une présence permanente capable de</p>

surveiller les installations jusqu'à l'évacuation ou le conditionnement du morceau de pale endommagée ;
élimination des déchets par une filière agréée et transmission à l'inspection de(s) bordereau(x) de suivi d'élimination du déchet ;
réalisation d'une expertise des éoliennes par une entreprise externe compétente pour déterminer l'origine de l'accident et les mesures préventives/correctives à mettre en œuvre sur les éoliennes pour prévenir toute récurrence de l'évènement constaté ;
contrôle des éoliennes conformément aux dispositions de l'article 18 de l'arrêté du 26 août 2011.

Constats :

L'exploitant respecte les dispositions prévues par l'article susvisé et a transmis les éléments permettant de le justifier dans son rapport d'accident du 22 mars 2024.

En ce qui concerne l'évacuation des déchets :

Le jour de l'inspection, la partie de pale encore fixée sur l'éolienne n°5 est décrochée par l'équipe du mainteneur :

celle-ci est mise en sécurité au pied de l'éolienne dans l'attente d'un enlèvement par une société externe. L'enlèvement ne pourra avoir lieu qu'après la date du 10/06/2024, passage de l'expert en assurance.

L'exploitant déclare que :

- le morceau de pale de 7 m qui s'est arraché a été mis en sécurité et sera transporté pour le réutiliser à des fins de formations des techniciens sur les réparations de pâles,
- la plus grande partie de pale sera récupérée par une société spécialisée dans la revalorisation de pâles en mobilier urbain : la pale sera tronçonnée de façon à être transportée.

L'enlèvement est estimé à mi-juillet 2024 par l'exploitant.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant s'engage à fournir les bordereaux de suivis d'élimination/revalorisation suite aux enlèvements.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rapport d'accident

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 16/02/2024, article 4.1

Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'accident

Prescription contrôlée :

En application de l'article R. 512-69 du code de l'environnement, un rapport d'accident est transmis au Préfet et à l'inspection des installations classées dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent arrêté.

Ce rapport comporte notamment :

les circonstances et la chronologie de l'évènement à partir du premier défaut de déséquilibre aérodynamique reçu par l'astreinte le samedi 11 février 2024 et dont l'arrêt automatique a été

<p>acquitté ;</p> <p>le détail des opérations de maintenance effectuée sur cette éolienne, y compris les réparations effectuées sur cette pale depuis la mise en service, ainsi que tous les résultats de contrôle ;</p> <p>l'analyse approfondie des causes et conséquences de l'accident : causes techniques, organisationnelles, météorologiques, retards d'interventions pouvant être à l'origine de l'évènement ou d'un évènement similaire;</p> <p>les mesures mises en œuvre pour gérer l'accident ;</p> <p>les conséquences économiques ;</p> <p>les mesures à mettre en œuvre pour la remise en service en sécurité des éoliennes 8259 et 8257 ;</p> <p>l'évaluation de la nécessité de mettre en place de nouvelles mesures techniques et /ou organisationnelles pour éviter un accident similaire ou en réduire la probabilité des effets associés ;</p> <p>un échéancier de mise en œuvre de ces mesures.</p> <p>En fonction de l'avancement des différentes investigations le rapport d'incident pourra être complété au fil de l'eau postérieurement au délai de 15 jours.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis la première version de son rapport d'accident le 1er mars 2024 puis la version finale le 21 mars 2024.</p> <p>Ce dernier contient tous les éléments demandés dans l'article 4.1 susvisé, et notamment les nouvelles mesures mises en œuvres pour éviter un accident similaire :</p> <p>--> le monitoring de l'alarme et l'ajustement des paramètres pour détecter les pertes d'intégrité de pâles avec implémentation des paramètres dans le logiciel pour mi-avril.</p> <p>D'après l'exploitant le jour de l'inspection, l'implémentation des paramètres dans le logiciel est effective.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant fournit sous 15 jours le PV de réception de l'implémentation des paramètres correctifs dans le logiciel d'exploitation de la machine n°5.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion post-accidentelle

Référence réglementaire : AP de Mesures d'Urgence du 30/05/2024, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion post-accidentelle
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sur la base du rapport d'accident visé à l'article 4.1 et du rapport d'expertise visé à l'article 3 l'exploitant procède aux réparations et interventions sur les éoliennes 8259 et 8257 afin de permettre le rétablissement du fonctionnement desdites éoliennes en sécurité conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral en vigueur susvisé. Il transmet à l'issue des réparations les justifications de l'exploitation en sécurité de ces éoliennes.</p>

Constats :

La réparation de l'éolienne n°3 a été réalisée. Le redémarrage de l'éolienne n°3 a été autorisé par le Préfet du Gard le 23 avril 2024 suite à la transmission du rapport de réparation des trois pâles, du rapport de contrôle visuel et sous les conditions suivantes :

- ajustement des paramètres du logiciel de contrôle pouvant détecter les pertes d'intégrité des pâles,
- réparation courant 2024 des défauts de catégorie 3 avec commentaire "cela pourrait être des fissures de fatigue",
- dès la remise en service, contrôle des systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détections destinés à identifier tout fonctionnement anormal,
- contrôle visuel des pâles dans les 6 mois suivants la remise en service,
- avant avril 2025, inspection spécifique distincte des contrôles visuels, sur les défauts résiduels de catégorie 3.

Pour la remise en service de l'éolienne n°5, l'exploitant transmettra aux services de l'inspection :

- Rapport de changement de pale,
- Rapport d'inspection de pale suite aux travaux,
- Rapport des tests SIS,
- Ecrit de Nordex, le mainteneur, certifiant la bonne intégrité de la machine.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Pour l'éolienne n°5, l'exploitant transmettra aux services de l'inspection :

- Rapport de changement de pale,
- Rapport d'inspection de pale suite aux travaux,
- Rapport des tests SIS,
- Ecrit Nordex assurant la bonne intégrité de la machine.

Type de suites proposées : Sans suite